



REPUBLIQUE FRANÇAISE
DEPARTEMENT DU GARD
COMMUNE AIGUES MORTES

ARRETE DU MAIRE

Réf : ARR202461

REGLEMENTATION DU STATIONNEMENT - OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC

Objet : VENTE AU DEBALLAGE

LE MAIRE,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L 2212.1, 2212-5 et L. 2213-1 à L. 2213-6 et suivants concernant les pouvoirs de police du Maire,
Vu le Code de la Sécurité intérieure et notamment les articles L131-1 à L132-7 et L131-1 à L131-2,
Vu le Code de la Justice Administrative, pris notamment en ses articles R421-1 à R421-7,
Vu le Code Pénal et notamment l'article R.610-5,
Vu le Code de la Route et notamment l'article R 417-10,
Vu le code de la Santé Publique et notamment les articles L1311-1 et suivants,
Vu l'Arrêté Préfectoral N°99/1569 du 22 juin 1999, concernant la lutte contre les bruits de voisinage, modifié par l'Arrêté Préfectoral du 11 Juillet 2008 N°2008-193-7,
Vu la demande effectuée, par Madame Véronique VERHILLE, domiciliée 8 Avenue du Général Leclerc - 30220 Aigues-Mortes, sollicitant la réservation d'emplacements pour les exposants à l'occasion d'une vente au déballage,
Considérant qu'il incombe à l'Autorité Municipale, dans le cadre de ses pouvoirs de Police de la circulation, de veiller à l'intérêt de l'ordre public et à la sécurité des usagers de la voie publique,
Considérant qu'il convient de prendre toutes les mesures restrictives en matière de stationnement, de circulation et des dispositions diverses à l'occasion de cette manifestation,

ARRETE

ARTICLE 1 : Date et lieu :

Madame VERHILLE Véronique, présidente de l'association NIO-FAR est autorisée à occuper le domaine public, boulevard intérieur Nord, portion comprise entre la porte St Antoine et la rue Emile Zola, à l'occasion d'une vente au déballage :

➤ **DU VENDREDI 01 MARS 2024 20H00 AU SAMEDI 02 MARS 2024 16H00.**

ARTICLE 2 : Stationnement :

Le stationnement de tous les véhicules, hormis les véhicules des exposants, est interdit et considéré comme gênant, durant la période mentionnée à l'article 01, le Chef de Service de la police municipale ou l'agent occupant ces fonctions pourra prescrire la mise en fourrière du véhicule en infraction aux frais du propriétaire.

ARTICLE 3 : Circulation :

Afin de permettre le bon déroulement de la vente au déballage, de veiller à la sécurité des exposants et des piétons, le Boulevard intérieur Nord, portion comprise entre la Porte Saint Antoine et la rue Emile Zola est interdit à la circulation.

➤ **LE SAMEDI 02 MARS 2024 DE 8H00 À 16H00**

ARTICLE 4 : Lutte contre le bruit :

L'organisateur devra prendre toutes les mesures utiles afin que les bruits émanant de la manifestation ne soient à aucun moment gênant pour les habitants du voisinage.

ARTICLE 5 : Respect et intégrité du domaine public

L'autorisation d'occupation du domaine public est accordée, à Madame VERHILLE Véronique, Présidente de l'association NIO-FAR, sous réserve du respect de l'intégrité des sols et du mobilier urbain compris dans l'emprise de l'autorisation.

Les opérations de nettoyage consécutives à l'occupation du domaine public sont à la charge du pétitionnaire.

En cas d'anomalie, la Ville d'Aigues-Mortes se réserve le droit de facturer les opérations de remise en état ou de nettoyage nécessaires.

ARTICLE 6 : Verbalisation

Les infractions aux dispositions du présent arrêté sont prévues et réprimées conformément aux dispositions des codes précités. Elles feront l'objet d'une verbalisation en application des articles susnommés, par les agents de Police, de Gendarmerie et les Agents Municipaux Assermentés à cet effet.

ARTICLE 7 : Délais et voies de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de M. le Maire d'Aigues-Mortes, autorité territoriale ayant arrêté l'acte administratif en cause, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision contestée.

Il peut également faire l'objet d'un recours contentieux auprès du Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères – CS 88010 30941 – NÎMES Cedex 09 – www.telerecours.fr) dans ce même délai de deux mois, à compter de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Sauf disposition législative ou réglementaire contraire, dans les cas où le silence gardé par l'autorité administrative sur une demande vaut décision de rejet, l'intéressé dispose, pour former un recours, d'un délai de deux mois à compter de la date à laquelle est née une décision implicite de rejet.

Toutefois, lorsqu'une décision explicite de rejet intervient avant l'expiration de cette période, elle fait à nouveau courir le délai de recours.

ARTICLE 8 : APPLICATION

Monsieur le Directeur Général des Services,

Monsieur l'Elu en charge de la Sécurité,

Monsieur le Directeur des Services Techniques,

Monsieur le Commandant la Communauté de Brigades de Gendarmerie du Grau du Roi,

Monsieur le Commandant de Brigade de Gendarmerie d'Aigues-Mortes,

Monsieur le Chef de Poste de la Police Municipale, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera affiché et publié au recueil des actes administratifs de la Mairie.

Fait à Aigues-Mortes, le 13 février 2024

Le Maire,
Pierre MAUMEJEAN

Pour le Maire par Délégation
Le Directeur Général des Services,
Christophe BARONI

